



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### **ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX Voirie sous mandat**

PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE

---

Pouvoir Adjudicateur  
COMMUNAUTE DE COMMUNES COUSERANS-PYRENEES  
1 rue de l'Hôtel Dieu – 09190 SAINT-LIZIER  
Téléphone : 05 61 66 72 69

---

**MARCHE N° 2021 - 10**

*Remise des offres :*

Date et heure limite de réception : 15 septembre 2021 à 11 H 00

## **Article 1 : Objet de la consultation**

Les prestations, objet du présent marché, concernent des travaux situés sur les voies communales des Communes regroupées au sein de la Communauté de Communes Couserans Pyrénées. Conformément à la convention portant constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté de Communes Couserans-Pyrénées et de ses communes membres pour la réalisation d'opération de voirie, non jointe au présent document.

## **Article 2 : Travaux**

### *2.1/ Situation des travaux et allotissement*

Marché de travaux de voirie à bon de commandes sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes Couserans Pyrénées.

Le présent marché fait l'objet d'un découpage en 3 lots définis par secteurs géographiques, conformément à la carte jointe.

### *2.2/ Objet du marché - domicile du titulaire*

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par Monsieur le Président de la Communauté de Communes Couserans Pyrénées. Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Chaque bon de commande précise au minimum :

- Les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux
- La désignation et la nature des travaux ;
- La quantité commandée par nature ;
- Les prix unitaires et / ou forfaitaires ;
  
- Le montant de la commande Hors Taxe, le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et le montant Toutes Taxes Confondues ;
- Le lieu d'exécution ;
- La référence du marché ;
- Le délai d'exécution ;

Et si nécessaire :

- Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages ;
- Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé ;
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une prise de possession anticipée par le maître de l'ouvrage ;
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une mise à disposition ;
- Les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités de leur remise ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;

À défaut d'indication, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites dans les locaux de la Communauté de Communes Couserans Pyrénées, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

### *2.3/ Maîtrise d'œuvre*

Sans objet.

### *2.4/ Désignation des sous-traitants en cours de marché*

*Conformément aux articles L 2193-1 à L 2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique.*

### *2.5/ Assurance*

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L243-1-1 du Code des Assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variations dans les prix - Règlement des comptes**

### *3.1/ Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes*

#### *3.1.1 : Demande de paiement mensuel :*

Conformément à l'article 13.1 du CCAG

Avant la fin de chaque mois le titulaire remet sa demande de paiement mensuel sous la forme d'un projet de décompte conformément à l'article 13 du CCAG. Ce projet établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors T.V.A

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14.1 du CCAG s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG elles s'appliquent à chaque projet de décomptes mensuels concerné.

Le projet de décomptes comprend les parties suivantes :

- Travaux et autres prestations de marché
- Approvisionnement
- Primes
- Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant au titre de l'article 26.4 du CCAG.

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

- Si le marché définit des phases d'exécution des travaux et s'il indique le montant du prix à régler à l'achèvement de chaque phase, le projet de décompte comprend :

- Pour chaque phase exécutée, le montant correspondant ;
- Pour chaque phase entreprise, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des travaux de la phase, ce pourcentage résultant simplement d'une appréciation.

-En dehors de ces cas, le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations.

Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ; pour déterminer ce pourcentage il est fait usage de la décomposition de prix définie à l'article 10.3 du CCAG.

Le montant des approvisionnements est établi en prenant en compte ceux qui sont constitués et non encore utilisés.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire d'établir le projet de décompte mensuel suivant un modèle qu'il lui communique.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- Les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- Le calcul, avec justification à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révisions des prix ;
- Le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG dont il demande le remboursement ;
- Les copies de demandes de paiement des sous-traitants acceptés par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel effectué par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le titulaire envoie cette demande de paiement mensuelle au maître d'ouvrage par tout moyen permettant de déterminer une date certaine.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans le décompte mensuel n'ont pas de valeur définitive et ne lie pas les parties contractantes.

### *3.1.2 : Acomptes mensuels :*

Conformément à l'article 13.2 du CCAG ;

À partir du décompte mensuel, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'ouvrage dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et le montant du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités le cas échéant ;

- d) l'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisable ou révisables sont majorés ou minorés en fonction des coefficients prévus. Si lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de références ne sont pas tous connus cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e) Le cas échéant le montant de l'avance attribuer au titulaire ;
- f) Le cas échéant le montant de l'avance que doit rembourser le titulaire ;
- g) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte total à régler au titulaire est la somme des postes a) et b) ci-dessus augmenté, le cas échéant, par les postes d) et e) et diminué le cas échéant par les postes c), f) et g).

Le maître d'ouvrage notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et procède au paiement.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Les montants figurants dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les cocontractants.

### *3.1.3 : Demande de paiement final :*

Conformément à l'article 13.3 du CCAG ;

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et des mêmes pièces prévues pour le projet de décompte mensuel s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG.

Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini ci-dessous au paragraphe "décompte général-solde".

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou modifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

#### *3.1.4 : Demande général-solde :*

Conformément à l'article 13.4 du CCAG :

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies au paragraphe "acomptes mensuels" ci-dessus ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- quarante jours après la date de remise au maître d'ouvrage du projet de décompte final par le titulaire ;
- douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le Tribunal Administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du Tribunal Administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1 du CCAG.

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, selon les modalités fixées dans le paragraphe suivant, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concernent le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du CCAG.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de quarante-cinq jours ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détails les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 50.1.1 du CCAG, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

### *3.1.5 : Règlement en cas d'entrepreneurs groupés :*

Conformément à l'article 13.5 du CCAG ;

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Le titulaire ou le mandataire est seule habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires et sauf dans l'hypothèse où les paiements ne sont pas faits à un compte unique, le comptable assignataire du marché auprès duquel est pratiquée une saisie attribution contre un des entrepreneurs groupés, retient sur les plus prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie attribution a été faite.

### *3.1.6 : Modalités de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités-intérêts moratoires :*

En accord avec le Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique : Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule est la suivante :

Montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicables.

À cela s'ajoute une somme forfaitaire de quarante euros, valable dès le premier jour de retard, non prise en compte dans le calcul des intérêts moratoires.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de réception de cette acceptation par le maître d'ouvrage.

3.1.7 : Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires / forfaitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix.

3.1.8 : *Contenu des prix :*

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3.2/ *Détermination des prix*

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro, soit le mois d'AOUT 2021.

Les travaux seront rémunérés par application des prix du bordereau des prix du présent marché.

3.3/ *Montant du marché*

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro soit le mois d'AOUT 2021.

Les prix sont révisibles.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché est :

*Index Travaux Publics - TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie*

Il est publié sur le site internet de l'Institut National de la Statistiques et des Études Économiques.

3.3.1 : *Modalités de révision des prix :*

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$Cn = 0,25 + 0,75(I_n/I_o)$$

avec :  $I_o$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

$I_n$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisations des prestations

Pour obtenir le nouveau prix :

$$P = P_o * C_n$$

Avec : P = Nouveau prix

$P_o$  = Le prix initial

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En complément à l'article 10.4.4 du CCAG , la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation des prestations telle que prévue par le marché, ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Par exception à l'article 11.4 du CCAG les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun des calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :



- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale reste inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### *3.3.2 : Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée :*

Conformément à l'article 10.1.1 ainsi que le 20.1.4 du CCAG

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

## **Article 4 : Clause de financement et de sûreté**

### *4.1/ Retenue de garantie*

Une retenue de garantie de 5 % est exercée par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution d'une garantie de substitution.

La base permettant le calcul et la libération de la garantie exigée du titulaire est égale, au fur et à mesure de la notification des bons de commande, au montant total de ces bons.

### *4.2/ Avances*

Articles L.291-2 et L.2191-33 et R.2191-3 à R.2191-12

Le candidat indiquera son choix dans l'Acte d'Engagement joint.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

## **Article 5 : Délais et Durée**

### *5.1/ Période de préparation*

Il n'est pas fixé de période de préparation

### *5.2/ Durée de validité du marché*

Le marché débutera au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour s'achever au 31 décembre 2023.

Le marché se terminera le 31 décembre 2025 pour la reconduction.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à cette date.

### *5.3/ Durée et délai d'exécution des bons de commande*

En application de l'article 3.7.3 du CCAG

Pour chaque bon de commande, les prestations seront exécutées à compter de la date de la notification de celui-ci.

Le délai d'exécution afférent à chaque commande sera précisé dans le bon de commande.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché.

À la réception des bons de commande, le titulaire fournira un planning des travaux sur les différentes voies communales concernées.

## **Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

### *6.1/ Provenance des matériaux et produits*

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché en application de l'article 21.1 du CCAG.

Les normes visées par le marché sont celles de la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du mois d'établissement des prix défini à l'article 10.4.5 du CCAG, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

En accord avec l'article 23.2 du CCAG. Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres États parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation Mondiale du Commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

Toute demande formulée par le titulaire et demandant de faire reconnaître une telle équivalence doit être présentée au maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Les documents justificatifs doivent être rédigés en français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

Le titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'ouvrage l'y autorise par écrit. Les prix correspondant ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 14 du CCAG, le maître d'ouvrage peut notifier par ordre de service les prix provisoires dans les quinze jours qui suivent l'autorisation donnée.

Si le maître d'ouvrage subordonne son autorisation à l'acceptation par le titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le titulaire peut contester les prix traduisant cette réfaction.

Si le marché énumère les supports de données et autres fournitures qui sont nécessaire au bon fonctionnement de matériels, ces supports et fournitures qui sont nécessaire aux normes

homologuées en vigueur ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

À défaut de telles normes ou s'il a obtenu les dérogations nécessaires pour des motifs spécifiques aux équipements, le titulaire fournit, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, les spécifications techniques nécessaires à l'utilisation de ces fournitures.

#### *6.2/ Caractéristiques, qualités, vérification, essais et épreuve des matériaux et produits*

Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'ouvrage, définit les modalités de vérifications, essais et épreuve tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.4 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.6 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée par le titulaire.

### **Article 7 : Dérogation au CCAG**

L'article 4.2 déroge à l'article 11.4 du CCAG

L'article 6.2 déroge à l'article 24.4 et à l'article 24.6 du CCAG